
Courrier International

Traduction de *Correo Internacional*, n°100 -jun03 Publication de la LIT-QI - 0,50 €

Cuba :

Pourquoi nous sommes contre les fusillades récentes à Cuba

Palestine :

Une "feuille de route" contre le peuple palestinien

La position de la LIT-QI

Pourquoi nous sommes contre les fusillades récentes à Cuba

Au mois d'avril, trois hommes qui avaient détourné un remorqueur à La Havane, avec quarante passagers à bord pour se diriger vers les Etats-Unis, ont été faits prisonniers, jugés et fusillés dans un délai très court. La condamnation à mort des trois accusés a ouvert partout dans le monde une grande polémique.

D'un côté, elle prétend être utilisée par l'impérialisme yankee dans sa campagne hypocrite pour la "démocratisation" du régime cubain. D'autre part, elle est soutenue inconditionnellement par ceux qui disent qu'il s'agit d'une mesure de légitime défense de la révolution.

Le cynisme des assassins impérialistes

Le cynisme du gouvernement de l'assassin Bush n'a pas de limites : ils prétendent donner des leçons de défense de la démocratie et des droits démocratiques, alors qu'ils sont les plus grands bourreaux des peuples du monde entier, et qu'ils tuent des familles complètes avec des excuses indéfendables, comme dans la guerre de l'Iraq. Nous pouvons dire la même chose de l'impérialisme européen : l'Union Européenne, par le biais de sa commission exécutive, a immédiatement "condamné la peine de mort" à Cuba au nom des "droits de l'homme", presque en même temps qu'ils autorisent au gouvernement des Etats-Unis à maintenir l'occupation de l'Iraq et qu'ils lui autorisaient dans l'ONU à utiliser le pétrole irakien à volonté. Voilà pourquoi, quand ces gens ont la bouche pleine "de la défense du droit à la vie", ils ne peuvent que provoquer l'indignation.

Mais cette juste indignation contre l'utilisation propagandiste de ces sentences par l'impérialisme assassin, ne peut empêcher aucun révolutionnaire à se poser la question si les sentences ont été correctes. Plus encore, si le critère avec lequel la direction de l'état cubain utilise la peine de mort est correct.

La peine de mort

Comme trotskistes, nous nous opposons à l'application de la peine de mort dans les pays capitalistes. La raison est très simple : nous nous opposons à laisser la décision sur la vie ou la mort dans les mains des propriétaires du pouvoir dans ces états. Il y a l'exemple des Etats-Unis, où la peine de mort est utilisée pour réprimer les secteurs les plus exploités des travailleurs et les rendre responsable pour les horreurs du capitalisme.

Mais nous sommes aussi opposés à ce que des secteurs bureaucratiques utilisent cette même peine pour réprimer ceux qui se soulèvent contre leurs attaques et leurs privilèges. C'est pourquoi, quand Staline et ses successeurs l'utilisaient contre les dissidents ou de simples travailleurs en URSS ou dans les autres états ouvriers bureaucratisés, les marxistes révolutionnaires les dénonçaient et faisaient des campagnes contre les jugements et les exécutions d'adversaires. C'est ce qui s'est passé quand la direction stalinienne a exécuté presque la totalité des dirigeants du parti bolchevique et beaucoup de hauts officiers de l'Armée Rouge, entre 1935 et 1938, en alléguant faussement qu'ils étaient devenus des "agents de la GESTAPO et de l'impérialisme".

Le problème de fond est que nous ne pouvons pas laisser le droit de décider sur la vie ou la mort des personnes à des secteurs privilégiés, parce qu'ils vont utiliser ce droit au service de leurs intérêts. Au nom de la "défense du socialisme", Staline a calomnié et a exécuté tous ses adversaires et il en est arrivé au point d'affaiblir la défense du pays contre Hitler, afin de sauvegarder le contrôle absolu sur l'appareil de l'état.

S'agissait-il d'une "question vie ou de mort" ?

Dans une entrevue à un journal argentin, Fidel Castro a indiqué que la décision des fusillades a été prise "à un de ces moments qu'il faut qualifier de vie ou de mort". Fidel a fait une comparaison avec les jours d'avril 1961, quand on a mis en échec l'invasion mercenaire qui, avec appui des Etats-Unis, a débarqué à Playa Girón, et avec ce qu'on a appelé la "crise des missiles", en octobre 1962.

Les défenseurs de la mesure adoptée indiquent qu'il était nécessaire de prendre une initiative pour servir d'exemple afin de "couper court radicalement" à l'interférence impérialiste. C'est pourquoi, ils affirment que ceux qui critiquent les fusillades "ne comprennent pas que, pour défendre la révolution, il faut parfois prendre des mesures pénibles comme celle-ci" et qu'en dernier ressort ils "rentrent dans le jeu de l'impérialisme".

Pour nous, les faits n'indiquent pas que la politique impérialiste actuelle est d'effectuer une intervention imminente. Toutefois, il est évident pour tout le monde que la doctrine américaine de "guerre préventive", comme a été démontré en Iraq, n'exempte à aucun pays du monde d'être envahi, et moins encore Cuba. Si c'était cela la réalité, c'est-à-dire si le pays était face au danger grave d'une attaque de l'impérialisme, les choses seraient différentes. Nous avons des différences avec un vaste secteur de la gauche sur l'actuelle situation de l'état cubain : ils considèrent Cuba comme un modèle de socialisme tandis que nous pensons que dans ce pays le capitalisme a été restauré et que la direction cubaine elle-même est le plus grand responsable pour l'introduction des horreurs du capitalisme. Mais nous n'ignorons pas la possibilité d'attaques de l'impérialiste Bush et la pression politique soutenue par les 'contras' de Miami. Dans ce cas, nous n'avons pas le moindre doute pour affirmer que la défense inconditionnelle de Cuba face à toute intervention impérialiste est un devoir de tout militant. Si ce moment arrive, nous serons sans doute beaucoup de volontaires dans le monde pour aller défendre Cuba.

Dans ce cadre, nous reconnaissons le droit d'un état attaqué à se défendre des agresseurs externes ou de leurs agents à gage, avec des peines dures et, en cas de nécessité extrême, jusqu'à la fusillade. Cela a été le cas de la direction bolchevique après la révolution russe contre "les armées blanches" payées par l'impérialisme, entre 1918 et 1921 ; ou celui des révolutionnaires espagnols face aux fascistes assassins, pendant la guerre civile de 1936-1939.

Mais les exemples cités montrent eux-mêmes que seulement des cas exceptionnels, où la révolution est en jeu ou le pays est envahi par l'impérialisme, peuvent justifier l'application de la peine de mort. Même un état ouvrier attaqué ne doit l'utiliser qu'en dernier ressort. Les bolcheviques ne l'ont pas appliquée contre les ministres bourgeois quand ils ont pris le pouvoir, et ne l'ont employée que quand les contre-révolutionnaires ont fait éclater la guerre civile.

Nous ne pouvons pas oublier l'utilisation de la peine de mort et de longues condamnations que les staliniens, au nom de la défense du socialisme, ont pratiquées contre l'opposition communiste et socialiste dans les procès de 1952-1956 en Hongrie et dans l'Est européen, en 1968 en Tchécoslovaquie ou, précédemment, dans la guerre civile espagnole contre ceux qui n'acceptaient pas les directives de Moscou. C'est pourquoi, on ne peut accepter à la légère des justifications sans une plus grande base.

Les "fonctionnaires à gage"

Dans la même ligne de raisonnement que Castro, ceux qui défendent les sentences de mort et d'autres mesures adoptées par le régime, soulignent qu'à Cuba se développe une opposition intégrée, en réalité, par "des fonctionnaires à gage du Gouvernement des Etats-Unis". On a même dénoncé qu'ils sont payés par James Cason, le chef de la Section d'intérêts des Etats-Unis à La Havane (l'agréé commercial).

Mais si on veut faire face à l'interférence impérialiste, pourquoi James Cason n'est pas arrêté, pourquoi n'est-il pas jugé ? Pourquoi n'est-il même pas expulsé de Cuba ? Comme disait l'auteur portugais Saramago : "*On ne comprend pas pourquoi, s'il y a eu conspiration, le représentant de la Section d'Intérêts des Etats Unis à La Havane n'a pas encore été expulsé*".

Dans le cas contraire, il n'y a aucune logique : il y a une conspiration claire, payée par l'impérialisme, le chef de la conspiration a un nom, le moment est tellement critique qu'il faut prendre des mesures de vie ou de mort, et ces mesures consistent à fusiller trois pirates d'un ferry dans lequel il n'y a pas eu de victimes. Autrement dit, les mesures contre l'impérialisme consistent à condamner à des peines très dures les "fonctionnaires à gage" de Cason, mais celui-ci continue à opérer sans problème à La Havane.

Quel est le vrai problème ?

C'est pourquoi, nous croyons que le vrai problème qui se cache derrière les fusillades est autre. Nous pensons qu'il réside dans une politique pour freiner les tentatives de sortie, de secteurs appauvris et désespérés de cubains, vers les Etats-Unis.

Depuis le début des années 90 (une période appelée "période spéciale en temps de paix"), la crise économique s'est étendue socialement et le mécontentement a commencé à se développer dans la population cubaine. En juillet 1994, 41 personnes sont mortes noyées, quand le gouvernement cubain a coulé le remorqueur qu'ils avaient détourné pour croiser le détroit de la Floride. Un mois plus tard, au milieu de la soi-disant crise des 'balseros', des milliers de cubains de La Havane se sont réunis sur le Malecón, prenant les autorités au défi. Le gouvernement cubain a mobilisé les Brigades de Réponse Rapide et la police (sans uniforme) et il a réprimé la

protestation. Les chiffres officiels font état de 35 blessés et de 700 détenus. Par la suite, après des détentions et des expulsions dans le Parti, la jeunesse et la police, on est revenu à la "normalité".

La politique économique actuelle du gouvernement cubain, faisant des concessions à l'impérialisme, à ses investissements et à ses attaques dures contre les conquêtes des travailleurs et des masses, a aggravé les pénuries pour beaucoup de cubains ainsi que les inégalités sociales entre le commun des mortels et les fonctionnaires du régime.

Dans ce cadre, émigrer vers la métropole impérialiste et envoyer des dollars aux familles, comme font des millions d'immigrants d'autres pays du monde, est devenue l'issue pour de plus en plus de familles cubaines. Et tout travailleur du monde qui est né dans un pays colonial ou semi-colonial sait parfaitement que déjouer les obstacles légaux qu'imposent les métropoles impérialistes ou le gouvernement local pour pouvoir émigrer est, si pas la meilleure, au moins une forme possible de lutte pour la subsistance.

De notre point de vue, aussi bien les exécutions comme les détentions sont une punition exemplaire et un avis face au mécontentement social qui a son origine dans l'inégalité sociale croissante dérivée de la restauration du capitalisme. Et c'est ce mécontentement qui menace le régime dirigeant. Il s'agit de lancer un message sans équivoque au peuple cubain pour éviter les événements de 1994.

Nous pouvons nous tromper. Mais le manque de toute ouverture pour une recherche indépendante des processus et des soi-disant preuves, y compris pour ceux qui sympathisent avec Cuba, empêche que toute autre vision puisse être vérifiée, pour voir de quel côté se trouve la vérité.

Faisons un débat sérieux sur l'actualité de Cuba

Certains intellectuels ont commencé à attaquer férocement ceux qui se prononcent honnêtement contre les fusillades. Beaucoup d'entre eux refusent de parler de "libertés démocratiques" à Cuba ou d'en réclamer. Ils font valoir et dénoncent la fausseté de la démocratie bourgeoise, une chose avec laquelle nous sommes pleinement d'accord. Mais supposons un moment que ceux qui disent qu'à Cuba on n'a pas restauré le capitalisme aient raison ; l'histoire récente de l'Est européen est suffisante pour démontrer qu'une dictature bureaucratique, qu'elle soit appliquée en Europe Orientale ou en Amérique latine, n'est pas une alternative, qu'elle dénigre la cause socialiste et a comme résultat la répression pour ceux qui défendent la révolution. En fin de comptes, la bureaucratisation finit par préparer le chemin pour la restauration capitaliste.

Nous devons discuter de ce qui se passe à Cuba, et cela devrait aussi pouvoir se faire dans l'île. Les mesures économiques du gouvernement cubain fortifient-elles le socialisme ou la restauration capitaliste ? Ces mesures sont-elles nécessaires ? Y a-t-il d'autres alternatives ? L'inégalité sociale à Cuba augmente ? Ou c'est un mensonge ? Mais il n'est pas possible aujourd'hui de faire une discussion de ce genre à l'intérieur de Cuba.

Nous savons que parmi ceux qui approuvent les sentences de mort, il y a beaucoup de camarades qui veulent défendre honnêtement les conquêtes de la révolution cubaine. Ces conquêtes ont leur base dans le fait que les moyens de production, les usines et la terre, ont cessé d'être propriété de la bourgeoisie, sont passés dans les mains de l'état et ont été l'objet d'une planification économique centrale. Mais, ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que cette économie planifiée n'existe plus, ni le monopole du commerce extérieur, tandis que l'économie sous contrôle de l'état est de plus en plus réduite. Pour nous, cela n'est pas autre chose que la restauration du capitalisme. Il s'agit d'une restauration qui n'est mise en place par aucune invasion de la bourgeoisie "gusana" mais à partir de la politique et des lois du gouvernement cubain lui-même.

Pour nous, les mesures répressives du régime cubain méritent d'être répudiées parce que ce ne sont que des mesures visant à museler les travailleurs et le peuple, en même temps que des mesures économiques ouvrent à l'impérialisme européen les portes de l'économie du pays.

C'est pourquoi, il est complètement erroné, et totalement éloigné de la réalité, de justifier les fusillades et l'onde répressive du gouvernement cubain, en croyant qu'ils font partie de la lutte anti-impérialiste ou de la défense de la révolution et ses conquêtes. Entre-temps, nous voulons inviter à une réflexion même ceux qui croient que le régime de Castro est le défenseur des conquêtes de la révolution de 1959 : Pourquoi a-t-il été nécessaire de fusiller sans délai ou de condamner à des peines très dures tant de cubains ? Nous ne trouvons-nous pas, une fois de plus, face à des jugements faits pour trouver des boucs émissaires et donner une leçon d'intimidation, comme a été fait à une autre occasion avec Arnaldo Ochoa et d'autres anciens dirigeants, certains d'eux héros du parti ?

Jusqu'à quand acceptera-t-on tout ce que fait la direction cubaine, en honneur de cette supposée "défense du socialisme" ? Apprenons de l'expérience de l'Est européen et soyons prêts à démontrer que les socialistes ne se confondent pas avec le régime répressif de Castro. Voilà la véritable défense de la révolution et de ses conquêtes.

Palestine

Une "Feuille de Route" contre le peuple palestinien

La situation en Palestine devient de plus en plus tendue. En réponse à un attentat suicide effectué à Jérusalem par un militant du groupe islamique Hamas, l'armée israélienne a effectué des attaques puissantes dans la Bande

de Gaza, dans lesquelles le plus haut dirigeant du Hamas, Abdul Aziz al-Rentisi, a été blessé et 25 autres palestiniens ont été tués, la plupart de simples habitants. Ces faits ont mis en crise la soi-disant "Feuille de Route", un projet élaboré pour la région par le président des Etats-Unis, George Bush. En quoi consiste ce projet ?

Le "quartet" en scène

La Feuille de Route a été présentée par ce qu'on a appelé le "quartet" : les gouvernements des Etats-Unis et de la Russie, l'Union Européenne et l'ONU, qui a même voté la résolution 1397 pour l'approuver. L'objectif est la réalisation d'une série de démarches pour la création "d'un état palestinien indépendant avec des frontières et des attributs provisoires". Il s'agirait d'un organisme sans aucune souveraineté réelle et pas du tout viable du point de vue économique, dans lequel s'accumuleraient trois millions de Palestiniens. Autrement dit, quelque chose semblable aux "bantustanes" sud-africains, dans lesquels étaient confinés des secteurs de la population noire, à l'époque de l'apartheid. La Feuille de Route n'est qu'une réédition du "plan de paix d'Oslo" qui a échoué, et pire encore.

Avec ce plan, Bush essaye de désamorcer la bombe à retardement de la rébellion du peuple palestinien, devant les échecs réitérés de la répression sanglante israélienne et au moment où se complique l'occupation militaire de l'Iraq. Il a remporté un premier succès en obtenant le soutien d'autres gouvernements impérialistes et de l'ONU, ce qui lui permet de le déguiser en "plan de paix".

Arafat nommé Abu Mazen comme marionnette palestinienne

Le premier pas de ce projet est qu'il incombe aux autorités palestiniennes mêmes de réprimer et de contrôler la lutte de leur peuple et d'en finir avec les attentats suicides en Israël. Malgré son caractère sinistre, le plan a été accepté par le plus haut dirigeant palestinien, Yasser Arafat.

Le fait est qu'Arafat n'est pas parvenu à arrêter l'Intifada. Accusé par Sharon de ne pas être suffisamment dur avec l'Intifada, il accepte maintenant de nommer un autre dirigeant pour que ses policiers accomplissent le triste rôle de Gurkhas, ces troupes indigènes qui en Inde coloniale réprimaient leur peuple sous les ordres des Britanniques. Malgré une certaine résistance, Arafat a fini par accepter la volonté du maître impérialiste, et a accepté la désignation d'Abu Mazen (un homme qui jouit de la totale confiance des Etats-Unis et d'Israël) comme Premier ministre ; de plus, des corps de policiers palestiniens ont commencé à être formés par des spécialistes yankees. Il ne s'agit déjà pas seulement de l'abandon de l'objectif initial de l'OLP : détruire l'Etat d'Israël, récupérer tout le territoire palestinien et construire une Palestine laïque, démocratique et non raciste. Il s'agit d'accepter les intentions d'Israël et son contrôle sur les territoires occupés, desquels l'Etat sioniste aurait dû se retirer depuis 1967, selon les résolutions de l'ONU.

Le problème pour Abu Mazen, tout comme avant pour Arafat, est de savoir si le peuple palestinien est disposé à accepter une perte si monstrueuse de ses droits. Il est apparu comme de très mauvais goût, que dans la réunion des négociateurs parrainée par les Etats-Unis, Abu Mazen n'a même pas mentionné une seule fois le droit de retour des réfugiés palestiniens. Comme pour montrer ce que leur inspire ce type de "négociation", la Feuille de Route a été rejetée par divers secteurs palestiniens, dont les Brigades des Martyrs de Al Aqsa, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine et les courants islamiques du Hamas et du Yihad. Des actions contre ce plan ont eu lieu par la suite, après la réunion entre Sharon et Abu Mazen.

L'attitude de Sharon

Bien qu'à contrecœur, le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a accepté le plan de Bush. Dans sa première étape, le plan exigeait seulement d'Israël des mesures de "collaboration", principalement sous deux aspects : commencer à libérer les prisonniers palestiniens des prisons et des camps de concentration israéliens (la grande majorité sans inculpation ni procès ni condamnation) et à entamer le démantèlement des implantations "illégalles" de colons juifs (dont le chiffre a augmenté de 70.000 à 200.000 pendant la dernière décennie) dans des territoires qui appartiennent à l'entité palestinienne. La question est que Sharon pratique une manœuvre trompeuse : en différenciant les implantations illégales (c'est-à-dire, celles que le gouvernement sioniste n'a pas encouragées) des autres, il dit qu'il ne va pas retirer quelques 200 000 colons qui se sont installés en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem durant les dernières années. Même ainsi, ce dernier point est un de ceux qui causaient le plus de contradiction et d'opposition interne au gouvernement de Sharon. C'est pourquoi, il n'a fait que quelques mises en scène pour déplacer des remorques installées par des colons près des villes palestiniennes, comme si c'étaient des colonies ; et encore d'où il a dû retirer quelques fanatiques. Concernant les prisonniers, il n'en a libéré que 61 des 6.000.

La véritable signification de cette Feuille de Route pour le gouvernement Sharon est représentée par un mur en béton de 347 km de longueur, qu'on a commencé à construire en Cisjordanie. Ce mur est entouré par des tranchées, des puits et des câbles électrifiés et il ne respecte même pas les frontières de 1967. Dans beaucoup d'endroit il empiète de 6 ou 7 km dans le territoire assigné aux palestiniens, ce qui donne lieu à des situations comme celles de la ville de Qalqiya dont les logements se trouvent d'un côté du mur et leur terre de culture de l'autre. On comprend maintenant pourquoi le projet parle de "frontières provisoires".

Pour qu'il n'y ait pas de doutes, Sharon a clarifié qu'il continuera à attaquer les Palestiniens en utilisant la terreur d'état : "Israël n'a pas l'intention de changer la politique d'attaquer les chefs des terroristes et n'attendra pas que la sécurité palestinienne mette fin aux attentats". Nous ne savons pas si la réponse d'Israël à cet attentat a été un "excès" de Sharon ou a eu l'approbation de Bush, mais ce qui est certain, c'est que Sharon ne fait rien d'autre que mener à l'extrême la logique de la Feuille de Route : il s'agit d'un plan contre le peuple palestinien pour légaliser l'occupation et non pour "pacifier" Palestiniens et Israéliens.

La paix est-elle possible ?

Comme nous venons de l'indiquer, les derniers faits ont mis en crise le projet de la Feuille de Route. La majorité de la presse mondiale responsabilise les "extrémistes islamiques palestiniens" et "l'intransigeance du gouvernement israélien" pour leur incapacité à obtenir la paix dans la région. En plus, beaucoup de courants qui se revendiquent de gauche disent que la construction de deux états séparés et souverains est la seule issue possible.

La LIT-QI est totalement contre cette position. La racine de la violence dans la région est l'usurpation sanglante de sa terre, dont a souffert le peuple palestinien, ainsi que la construction d'une enclave, l'Etat d'Israël, qui agit comme un véritable gendarme, armé jusqu'aux dents, au service de l'impérialisme et financé par lui. Sa fonction est non seulement d'attaquer les Palestiniens mais aussi de menacer l'ensemble des peuples arabes, comme l'ont montré toutes les guerres du Moyen-Orient.

C'est pourquoi, il n'y a aucune possibilité de paix dans cette région, aussi longtemps qu'existe l'Etat d'Israël. La seule vraie paix ne pourra être obtenue qu'avec sa destruction et avec la construction d'un état palestinien laïque, démocratique et non raciste, comme proposait originairement l'OLP.

Nous sommes convaincus que la lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes, non seulement va liquider cette Feuille de Route, comme elle a fait avant avec d'autres plans impérialistes, mais aussi qu'elle rendra possible cet objectif.

Alejandro Iturbe